

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Regain de tension au Liban

L'attentat «commis par des inconnus» qui a coûté la vie du leader du Parti socialiste libanais

intervient dans un pays qui commence à peine à panser les plaies d'une longue et cruelle guerre civile dont les peuples libanais et palestiniens ont été les premiers et principales victimes.

Dans cette guerre, Joumblatt lui-même portait une lourde responsabilité par l'alignement de ses positions politiques sur celles que lui dictait Moscou, préoccupée, comme son rival US de maintenir dans le pays une tension favorable à ses ambitions expansionnistes.

Au Liban, chacun analyse cet assassinat politique comme une provocation délibérée tendant à relancer à grande échelle les combats meurtriers entre Libanais : déjà des mesures de représailles ont eu lieu dans la montagne Druze, des coups de feu ont été échangés à Beyrouth.

Le président libanais a aussitôt convoqué un conseil des ministres extraordinaire pour renforcer les mesures de sécurité dans le pays.

Buitoni Camaret (Vaucluse)

FLICS ET CAMION-GRUE CONTRE LES GREVISTES

A la suite de la grève et de l'occupation déclenchée depuis plusieurs jours, la police est intervenue mardi matin avec un camion-grue pour faire évacuer l'usine Buitoni de Camaret.

La réaction des travailleurs a été ferme et rapide : de tout le département, des messages sont parvenus et des délégations sont venues soutenir les travailleurs de Buitoni. De même, les jeunes paysans de Vaison ont proclamé leur solidarité soulignant que les trusts agro-alimentaires exploitaient à la fois leurs ouvriers et les petits paysans par les prix

d'achat ridiculement bas des produits agricoles : tomates, légumes, etc.

Mercredi 16, plus de 200 travailleurs se sont rassemblés à Orange pour soutenir les Buitoni. La lutte a payé : le patron a cédé sur un certain nombre de revendications : augmentation des primes de nuit et des congés payés. Mais la lutte continue. Les travailleurs de Buitoni-Camaret veulent obtenir les mêmes avantages que ceux de Saint-Maur (Val de Marne).

Les dirigeants de la CGT essaient de transformer les travailleurs-grevistes en ra-

batteurs de voix pour le Programme commun. Mais les travailleurs savent ce qu'ils veulent et ne laisseront pas leur lutte dévier vers des objectifs électoralistes.

D'ailleurs, ils ont déjà lutté au sein de la section CGT d'où ils avaient écarté un délégué trahissant leurs intérêts et au sein de la section CFDT où existent des contradictions entre courants plus ou moins «chauds» pour développer actuellement les luttes.

Déclenchée il y a deux semaines par les ouvriers postés, la grève s'était éten-

due 5 jours après à l'ensemble du personnel : 350 travailleurs y participent maintenant demandant des améliorations de conditions de travail (réduction d'horaire, etc.) et des salaires, de l'embauche, la titularisation des intérimaires travaillant à l'usine, etc. Ils bloquaient les entrées avec leurs voitures, empêchant toute livraison et toute production.

La solidarité se développe et les travailleurs sont déterminés ; ils n'entendent pas payer les frais d'une crise qui n'empêche d'ailleurs pas Buitoni de faire d'énormes profits.

Déclenchée il y a deux semaines par les ouvriers postés, la grève s'était éten-

• Italie

LE PCI AVEC LES FLICS

Le Parti révisionniste italien se retrouve plus largement discrédité et isolé après sa tentative de sabotage du mouvement de luttes étudiantes en cours en Italie.

Pour « reprendre les choses en main » à Bologne, théâtre de violents affrontements récemment entre gros bras du PCI et policiers d'une part, et étudiants en lutte d'autre part, qui coûtèrent la vie à un jeune étudiant, le parti de « Berlingotti » appelait hier mercredi à une manifestation. Cette ville industrielle de 450 000 habitants administrée par une municipalité révisionniste, se veut un modèle exemplaire prouvant la capacité du PCI à gérer l'Etat capitaliste.

L'orientation de cette manifestation « contre la violence, pour l'ordre et la démocratie », était clairement donnée par le comité central du parti révisionniste, qui s'était réuni la veille : « le mouvement ouvrier ne peut accepter l'utilisation d'armes à feu par des manifestants, quels qu'ils soient ».

« Nous excluons fermement l'auto-défense armée des masses », « le mouvement ouvrier doit coopérer avec les forces qui protègent l'ordre démocratique » (entendez : les flics qui protègent l'ordre capitaliste !) ou encore : « l'ennemi principal, c'est l'extrémisme, ennemi de la démocratie républicaine ! » (Suite p. 2)

Editorial

15e anniversaire de la Conférence de Genève sur le désarmement Impasse et mystification

Pas moins de 736 réunions pour un résultat presque nul ! Tel est le bilan de la « Conférence de Genève sur le désarmement » qui vient d'atteindre son quinzième anniversaire. Pas une seule mesure concernant directement le désarmement n'a été acquise dans ce cadre depuis tout ce temps.

Pourtant, depuis le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires qui a marqué, en 1963, le début de négociations, bien des questions ont été débattues, bien des accords ont été paraphés : démilitarisation de l'espace, de la lune et des autres corps célestes (1967) ; non prolifération des armes nucléaires (1968), démilitarisation des fonds marins (1971) ; conventions sur les armes bactériologiques et toxiques (1972) ; accord soviéto-américain limitant à 150 kilotonnes les expériences souterraines (1976) ; un accord sur l'interdiction de la guerre météorologique est, par ailleurs, en cours de ratification.

Toutes ces questions ont donné lieu à d'abondants discours, mais à fort peu de mesures concrètes. Tous les accords signés n'ont porté que sur des aspects secondaires de ces problèmes.

Les deux superpuissances, et tout particulière-

ment l'Union soviétique, affectionnent ces interminables palabres destinées à tromper les peuples sur leurs véritables intentions.

Tout en cherchant à écartier de la scène les petits et les moyens pays, elles poursuivent elles-mêmes une intense et folle course aux armements, dans laquelle, en ce moment, l'URSS marque des points appréciables sur son rival.

Il est significatif que les dépenses militaires des 31 pays membres de la Conférence de Genève aient triplé depuis le début des travaux. Elles sont passées de 120 milliards de dollars en 1963 à 350 milliards en 1977.

L'effort de guerre sans précédent poursuivi par l'URSS et les USA représente l'essentiel de cette augmentation impressionnante qui est le meilleur démenti apporté aux paroles mensongères de « détente » et de « coopération » qui sont si généreusement distribuées.

A l'ombre de Genève, des conférences et accords sur le « désarmement », sur la sécurité européenne comme à Helsinki ou bientôt à Belgrade, c'est une guerre d'agression contre l'Europe qui se prépare. Elle ne doit pas nous trouver désarmés mais prêts à l'affronter et à l'écraser.

LE NO 1 DE L'HUMANITE ROUGE BI-MENSUEL EST SORTI !



AU SOMMAIRE :

- Après les municipales
- URSS : la classe ouvrière dans les asiles
- Rehaul Fougères : un an de lutte
- Mauriciens sans papiers en France

Achetez-le à la manifestation et au meeting du 19 mars à Paris, ou passez vos commandes à l'administration de l'Humanité rouge. L'exemplaire : 3 F.

• Flamanville

La colère des agriculteurs s'amplifie

L'EDF, pour ses travaux sur le lieu du projet de centrale nucléaire, fait passer ses bulldozers dans les champs des agriculteurs, endommageant les terrains.

«C'est dimanche que je m'en suis aperçue en venant soigner les bêtes», raconte Mme Dignet, agricultrice. Ils avaient commencé un chemin.»

Monsieur Dignet rajoute : «C'est une provocation de l'EDF... C'est comme si nos terrains leur appartenaient déjà.»

La colère des paysans de la région est à son comble. L'EDF, sous la protection des gardes mobiles cantonnés non loin de là, tente un coup de force pour imposer des expropriations de fait.

Soyons convaincus que les agriculteurs bénéficient du soutien de la population, et ne se laisseront pas faire.

D'après un rapport de l'OMS

Dangers de l'utilisation commerciale des rayons X

L'Organisation mondiale de la santé déconseille formellement aux polices de soumettre les passagers d'avion aux rayons X, pour détecter s'ils sont ou non porteurs d'armes. Cette recommandation vient après les conclusions d'un comité des «meilleurs experts mondiaux» de la radio protection réuni à Genève par l'OMS pour discuter de l'utilisation croissante des rayons ionisants.

«L'irradiation volontaire d'êtres humains ne devrait jamais être faite à des fins commerciales, ni en tant que pratique administrative courante» ont déclaré ces experts. De plus, «le libre consentement des intéressés devrait être sollicité, non seulement quand il s'agit de recherche médicale, mais également pour pratiquement toutes les irradiations délibérées d'êtres humains» estiment les experts.

• Clermont-Ferrand

Succès de la semaine d'amitié franco-albanaise

Du 3 au 11 mars, le comité de Clermont-Ferrand organisait avec le centre municipal «Loisirs et rencontres» une semaine d'activités diverses. L'exposition photographique «Albanie 76», inaugurée en présence du sénateur-maire Roger Quillot, permettait de mesurer le chemin parcouru par le peuple albanais, sous la direction du PTA, dans l'édification et la révolution socialistes. La conférence du Dr Béhar sur la santé, un montage de diapositives et le film de J. Bertolino «Des pioches et des fusils», permirent à un public nombreux et intéressé de découvrir l'Albanie socialiste.

• TUNISIE

A l'occasion du 21^e anniversaire du régime destourien en Tunisie :

LES COMITES D'INFORMATION et de DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE

organisent samedi 19 mars, à 20 heures à la Mutualité 4 HEURES POUR LA TUNISIE ET L'AMNISTIE

- Pour l'amnistie générale, immédiate et inconditionnelle pour les prisonniers politiques en Tunisie.
- Pour les libertés démocratiques et l'indépendance en Tunisie.

Avec le soutien du CSP-UGET (Paris), Amel Tounsi, Mouvement de l'unité populaire-section de Paris, ULMT (Echoula).

• Cambodge

Relations avec la Thaïlande

Mettons les choses au clair !

Le ministre des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique rappelle dans un document récent les positions de principe exprimées notamment par Khieu Samphan à la 5^e Conférence au sommet des pays non-alignés, et par Ieng Sary à la 3^e assemblée générale de l'ONU sur les relations du Kampuchea avec les autres pays (volonté «d'entretenir d'étroites relations... avec tous les pays du monde, proches ou lointains, sur la base stricte du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale).

Le document précise ensuite comment ces principes sont appliqués dans les relations avec la Thaïlande :

«C'est parce qu'il est animé de la bonne volonté d'établir des relations amicales avec le peuple thai que le Kampuchea démocratique ne veut pas tenir compte du passé extrêmement douloureux dont est responsable le gouvernement fasciste thai, valet des impérialistes américains et qui a participé à la guerre d'agression dévastatrice des impérialistes américains contre la nation et le peuple du Kampuchea. Le gouvernement réactionnaire thai dont Thanon-Prapass étaient les chefs de file, avaient alors livré la Thaïlande aux impérialistes américains pour installer de nombreuses et importantes bases militaires aériennes, navales et terrestres. Des

troupes, des avions de tous types et des armements les plus modernes y ont été rassemblés et ont été utilisés pour détruire le Kampuchea et massacrer son peuple.

Mais ces événements historiques appartiennent au

passé. Le peuple thai, notamment les étudiants et les jeunes, ont mené une lutte courageuse pour renverser ce régime servile et ont chassé les fascistes hors du pays, ce qui a permis la constitution d'un gouvernement civil.



Soldats kmers veillant sur les frontières

bre 1975 fondé sur le principe du respect absolu et mutuel de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale dans les frontières actuelles, de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de non-agression.»

Le document indique comment les difficultés liées à l'activité d'éléments de l'armée thai hostiles aux relations entre le Kampuchea démocratique et la Thaïlande avaient été surmontées en 1975-76. Puis il montre que, après le coup d'Etat du 6 octobre 1976, les militaristes thais ayant pris le pouvoir, ont multiplié les incidents militaires et les activités d'agression contre le Kampuchea sur terre, sur mer et dans son espace aérien (le document cite à ce sujet 14 incidents, du 29 décembre 76 au 26 janvier 77 : violations par des unités de l'armée ou de la police thai du territoire du



Kampuchea, par terre, par eau, par air).

Le document poursuit : «En même temps, le gouvernement thai actuel entretient et organise les traités khmers aux frontières Kampuchea-Thaïlande, pour mener sans cesse des activités provocatrices contre le Kampuchea démocratique, dans les régions de Oddor Neanchey et de Battambang.

Face à ces incidents provoqués par la partie thai, le Kampuchea démocratique garde toujours une attitude calme et patiente, et maintient sa position inébranlable qui consiste à rechercher l'amitié avec le peuple thai conformément à l'esprit du communiqué commun Kampuchea-Thaïlande du 31 octobre 1975. Mais le gouvernement thai se méprend sur le sens de cette patience et multiplie encore plus les provocations d'incidents.»

Le document, caractérisé comme une preuve de bonne volonté du Kampuchea démocratique dans la recherche de l'amitié avec le peuple thai, conclut :

«Le Kampuchea démocratique ne permet à aucun pays de violer sa souveraineté et son intégrité territoriale ou de s'ingérer dans ses affaires intérieures, et il est déterminé à défendre coûte que coûte sa souveraineté et son intégrité territoriale dans ses frontières actuelles.»

• Espagne

Les manifestations en faveur de l'amnistie générale se poursuivent à travers le pays basque.

Mardi soir, à nouveau, un jeune homme de 17 ans a été grièvement blessé par une balle de caoutchouc tirée par la garde civile, à Pampelune.

Les manifestants qui lançaient des pierres et des cocktails molotov contre les policiers ont dressé plusieurs barricades dans la ville.

• Tchécoslovaquie

Plusieurs arrestations et interpellations ont été opérées mardi à Prague, quelques heures avant les obsèques du professeur Jan Patocka, porte-parole de la «Charte 77», décédé après un long interrogatoire policier.

Le même jour, la police tchécoslovaque a interrompu une conférence hebdomadaire de psychologues et de psychiatres au moment où les assistants, au nombre d'une trentaine, venaient d'observer une minute de silence en hommage à Jan Patocka.

Deux autres membres signataires de la charte ont été également arrêtés.

Malgré une concentration policière impressionnante, plus d'un millier de personnes ont manifesté silencieusement derrière le cercueil de Jan Patocka, mardi après-midi.

• Grande-Bretagne

La direction de la British Leyland a accepté, mercredi soir, les deux

conditions posées par le comité de grève des 3 000 outilleurs pour reprendre le travail lundi prochain. Elle accepte notamment de négocier avec les représentants de grévistes (et non plus seulement avec les dirigeants syndicaux traités qui condamnaient la grève) et d'annuler sa menace de licencier tous les grévistes.

400 outilleurs de l'usine de moteurs «Rolls Royce» à Deby (Midland) ont décidé, mardi soir, de se mettre en grève pour 24 heures par solidarité avec leurs collègues de «British Leyland». Ce mouvement était sur le point de s'étendre à plusieurs centaines d'ouvriers hautement spécialisés des usines avoisinantes.

• Italie

Le PCI avec les flics

(Suite de la p.1)

Le mouvement étudiant a bien entendu boycotté cette manifestation appelant à la collaboration ouverte avec les forces de répression. Une contre-manifestation a été organisée peu avant sur la place principale de la ville.

Les révisionnistes italiens n'ont pas fini de manger leur pain noir. Derrière les luttes étudiantes se profi-

lent la masse impressionnante des ouvriers durement exploités par le plan d'austérité, des chômeurs, du prolétariat agricole du «Mezzogiorno», la moitié Sud de l'Italie plongée dans la misère. Leur révolte mûrit et saura utiliser la juste violence révolutionnaire contre les monopoles et leurs acolytes révisionnistes.

LA PALESTINE ET LE CINEMA

Ouvrage collectif sous la direction de Guy Hermonville et Khemais Khayati

Préfaces de Eszterine Kalak et Mustapha Abu AR





Victoire de la mobilisation SARDOU ANNULE SES GALAS !

Sardou, c'est la déprime. «Ras le bol ! J'arrête tout !» déclare-t-il dans un entretien à France-soir. «J'en ai marre d'entrer en coulisse par une porte dérobée entre deux rangées de CRS et de chanter entouré de gros bras. C'est pas mon métier.» Du coup Sardou s'est trouvé subitement frappé d'une bronchite chronique qui lui a fait annuler tous les galas qu'il avait prévus en province.

Dans toutes les villes où il devait chanter, des comités anti-Sardou se sont constitués. Ses affiches ont été couvertes de croix gammées, tandis que sur son visage, apparaissaient longue mèche et petite moustache.

A Toulouse, son chapiteau a failli s'enflammer avec un cocktail-molotov. A Nancy, les affrontements entre les flics et les manifestants antifascistes se sont poursuivis pendant le spectacle ; c'est à coup de grenades lacrymogènes que les flics ont dû dégager l'entrée du gala. A Reims, Sardou a abandonné : la bronchite. Peut-être est-il en train de préparer une chanson sur le Concorde avec les paroles de Marchais !

• Lyon

Le 10 mars, la «grande vedette» Michel Sardou a été contrainte de chanter sous la protection des flics ! Sa venue à Lyon a été l'occasion pour plus de 100 jeunes de venir au Palais d'hiver pour dénoncer le caractère raciste et fasciste des chansons de cet énergumène.

«Sardou, fasciste, assassin - Sardou, sexiste, raciste, fasciste - Sardou, Soutelle, Pinochet, même combat», tels ont été les mots d'ordre les plus repris quand des groupes de spectateurs arrivaient.

Evidemment, il y avait de nombreux flics qui entouraient la salle. Ce qui montre une nouvelle fois que la bourgeoisie protège et encourage la propagande raciste et fasciste pour tenter de corrompre la jeunesse pour perpétuer son système d'exploitation et d'oppression.

A la fin du spectacle, avant la sortie des spectateurs, certainement pour ne pas les effrayer ! les flics ont lâché les chiens et chargé une cinquantaine de mani-

festants restés sur place. On pouvait également remarquer quelques gros bras du PFN venus en renfort avec chaînes et ceinturons ! Bien entendu, ces nervis et les CRS s'en sont pris en priorité aux femmes et aux manifestants tombés par terre dans la bousculade.

A cette occasion, des discussions ont été engagées avec deux membres du PCF, venus voir la «vedette», ils ne trouvaient pas cela particulièrement fasciste ! Et puis, disaient-ils, ce qui compte le plus, c'est la liberté d'expression ! Une nouvelle fois, le niveau de conscience de classe de ces gens-là est démontré, et cela nous ouvre les yeux sur une éventuelle application du Programme commun : la parole aux fascistes, la répression contre les antifascistes !

Ni racisme, ni révisionnisme, interdisons la propagande raciste et fasciste. Vive la violence révolutionnaire des masses.

Extraits de «Lyon rouge».

Les 23 et 24 avril à l'Opéra de Lyon
LES BALLETS DE CHANGAI
«La fille aux cheveux blancs»
Musiques et danses folkloriques

• En Chine

Numéro un de la revue Littérature du peuple

Dans les pays socialistes, aucun domaine n'échappe à la lutte des classes. La lutte contre le révisionnisme, pour renforcer la dictature du prolétariat se mène aussi dans le domaine culturel. En Chine, une nouvelle revue vient de voir le jour «La revue de littérature du peuple».

Dans son premier numéro, elle consacre la victoire du Parti communiste et du peuple chinois contre la bande des quatre. On y trouve un hommage à la mémoire du président Mao et de Chou En-lai. D'autres articles saluent la victoire du camarade Houa Kouo-feng sur la bande des quatre.

Neuf chants exaltent la publication des «Dix grands rapports» du président Mao. De nombreux témoignages retracent la vie du camarade Chou En-lai, son dévouement au président Mao, au Parti communiste chinois et l'ardeur qu'il mettait pour appliquer sa ligne révolutionnaire.

Municipales

Ce dont la bourgeoisie a peur

Nous sommes en période de grandes manœuvres électorales pour la préparation du second tour des municipales. Ces manœuvres (ouvertes ou cachées) ne peuvent laisser indifférents les travailleurs que l'on voudrait enfermer dans le choix fatal «droite-gauche».

La question qui se pose pour la bourgeoisie monopoliste, c'est de resserrer ses rangs. L'accord de désistement Chirac-d'Ornano ne peut cacher les divisions sur la politique intérieure (comment mieux exploiter les travailleurs) et sur la politique extérieure. En effet, des questions restent en suspens : comme le parlement européen par exemple. C'est le sens des déclarations de Poniowski qui se refuse à envisager des élections législatives anticipées et ajoute : «Nous reprendrons malheureusement dans 9 mois le débat politique». Malheureusement pour lui car la division risque bien d'éclater à nouveau !

DIVISIONS AUSSI A «GAUCHE»

Car, là non plus on ne baigne pas dans le bonheur. Outre les municipalités où il n'y a pas eu accord, des problèmes de fond restent là aussi posés et non résolus. Il y a les questions du rapport de force au sein de la coalition «Union de la gauche» et il y a des questions brûlantes comme l'Europe. interviewé à Antenne 2 sur le thème «L'Europe sera-t-elle une pierre d'achoppement au sein de la gauche», Marchais a répondu : «Nous verrons cela le moment venu». En fait c'est tout vu ! Achoppement il y aura, pour le moins.

RÉCUPÉRER DES VOIX

Pour l'instant, on laisse tout cela sous la table et on cherche à récupérer des voix...

«L'Humanité» déclare : «10, 13 % en moyenne en faveur des listes écologiques ; c'est un résultat qui traduit une certaine aspiration à des changements. 9,5 % à Montbéliard, 8,30 % à Caen, 10 % à Vénissieux pour les listes gauchistes expriment aussi, à leur manière, le refus de la situation actuelle... La gauche dispose de nouvelles bases pour accomplir d'autres progrès.» Ben voyons, pourquoi se gêner ?

«Le matin de Paris» (PS) souligne que «des écologistes décideront» (à Paris dans le 14^e arrondissement) et que «des voix gauchistes seront également nécessaires». La même chose est dite pour Toulouse, Orléans, Vénissieux, St-Ouen, Montbéliard, Nancy, Caen et Lille.

NI DROITE, NI GAUCHE

Mais il ne suffit pas de faire des incantations. Bien sûr, les chefs trotskistes (Krivine, Laguiller et autres) assurent la «gauche» de leur

soutien. Mais de nombreux électeurs ont précisément voté pour ces listes parce qu'ils ne voulaient ni de la gauche ni de la droite.

Quant aux écologistes, malgré les énormes pressions dont ils furent l'objet, ils ont refusé tout désistement.

Tous ces électeurs du premier tour sauront montrer qu'ils vont jusqu'au bout de leur choix «ni gauche-ni droite». C'est précisément de cela qu'a peur la bourgeoisie, celle au pouvoir comme celle qui rêve d'y être.



Le rêve de Krivine :

Embrasser les pieds de Marchais

Gonflé d'orgueil après les résultats du premier tour, Krivine se voit déjà embauché par l'Union de la «gauche» sur la route du pouvoir. C'est ce que montre l'interview de ce pont trotskiste à «Libération» du 16 mars.

Quand on lui demande «A ton avis, est-ce que le résultat obtenu par l'extrême-gauche modifiera l'attitude du PC et du PS à votre égard ?», Krivine répond : «Nous reconnaitre, c'est reconnaître qu'il y a d'autres courants dans le mouvement ouvrier et appliquer enfin le débat au sein de ce mouvement, ce que le PC se refuse toujours à faire (pour le PC, même le PS n'est pas un parti ouvrier mais un parti petit bourgeois)».

Krivine, le grand révolutionnaire, Krivine qui roule des épaules dans son petit blouson de cuir, ne rêve

que d'être reconnu par le PCF comme un partenaire à part entière, dans le même «mouvement» !

Deuxièmement, il lance des fleurs au PCF qualifié de courant du mouvement ouvrier et dans l'élan il passe un coup de brosse à reluire au PS, qualifié de parti ouvrier. Mais comment se faire reconnaître comme partenaire à

part entière de l'Union de la gauche ?

Krivine répond : «C'est la question du rapport de force : en raison de notre score, la volonté de gagner des électeurs peut les (le PCF et le PS) amener à changer. Exemple : à Saint-Etienne, ils ont été obligés de nous laisser parler dans une réunion officielle de l'Union de la gauche. Nous verrons ce qu'ils feront à Paris».

C'est dit en toutes lettres : les voix recueillies ne sont pour Krivine qu'un moyen de faire pression sur l'Union de la «gauche» pour avoir le droit de dire trois mots à un meeting et d'écrire trois lignes dans l'Humanité !

Que les travailleurs qui ont voulu s'opposer à l'Union de la «gauche» en votant pour la liste «Pour le socialisme-Pour le pouvoir aux travailleurs», voient bien où Krivine veut les amener.

Puis il précise : «La possibilité de réaliser l'unité d'action avec ces partis (PCF-PS) sur des points anticapitalistes

précis nous semble une nécessité absolue pour le développement du combat des travailleurs».

Faire l'unité d'action avec ceux qui viennent de licencier et d'envoyer leurs barbouzes armés vider les grévistes des Editions Vaillant (PCF) permettrait de faire avancer le combat des travailleurs ? Mais il s'agit d'une unité plus profonde encore que l'unité d'action.

En effet, interrogé sur sa conception de la dictature du prolétariat, Krivine définit : «Un État fondé sur des structures d'auto-organisation et d'autogestion des travailleurs et la liberté d'expression pour tous sans exclusive ni exceptions».

Voilà à la fois, l'auto-gestion chère au PS et la «démocratie pour tous» du XXII^e Congrès du PCF. Quelle différence entre les trotskistes et l'Union de la «gauche» ? Les trotskistes ne sont pas des révolutionnaires. Ils ne sont pas l'extrême-gauche. Ils sont les petits chiens du PCF. Aucun travailleur révolutionnaire ne peut leur faire confiance.



la France des luttes

Hopital Corentin Celton

Les patrons craignent la vérité

C'est bien en effet ce qui semble être le cas à Corentin-Celton où la section CFDT, qui révèle et dénonce depuis quelques temps divers aspects de l'exploitation capitaliste est ces jours-ci en butte à ces attaques visant à étouffer sa voix, voire à la liquider.

Il est vrai que la direction n'a guère les mains propres : on verra ci-dessous quelles conditions de travail elle impose aux ouvriers des ateliers de l'hôpital et cela depuis des années !

Mais la voix des exploités ne peut être étouffée indéfiniment. Au moment où brimades et menaces de licenciement frappent plusieurs de ses membres, la section CFDT publie dans le No 1 de son journal «La flamme syndicale» un article écrit par les ouvriers de ces ateliers. En voici des extraits ainsi que les photos qui l'illustrent.

L'HYGIENE

«La photo No 3 montre le "coin pipi" des ateliers



Le coin soudure dans l'atelier de serrurerie. Au fond l'urinoir.

Le Puy-en-Velay

Les tanneurs ripostent

On sait que le ministre du Travail (ou plutôt du chômage) a autorisé les licenciements refusés par le directeur départemental du Travail après la magnifique lutte menée par les tanneurs en janvier.

Ainsi 71 employés ont reçu mardi leur lettre de licenciement. Dès le mercredi matin les ouvriers occupaient l'usine et les bureaux du PDG de la société, absent actuellement. Les délégués ont appelé l'ensemble des ouvriers à se mobiliser.

L'annonce de la décision du ministre et l'envoi des lettres de licenciement entre les deux tours des élections municipales ne sont pas fortuits : les élections en système capitaliste ont toujours été une arme aux mains des patrons pour émousser et détourner la volonté de lutte des travailleurs. Celles de 68, provoquées en pleine grève générale sur les conseils des dirigeants du PCF, en ont été un exemple type !

une pissotière pour 25 et dans quel état ! Il suffit d'allumer la forge de la serrurerie pour voir les ouvriers fuir dehors en quête d'oxygène. Ici, l'eau chaude n'existe pas, la poussière abonde, la lumière du jour s'estompe mais passe quand même un peu par les trous du plafond, hélas, la pluie aussi !...

LA SECURITE DES MACHINES

«La photo No 4 montre les machines à bois très rapprochées (ce genre de machines, très dangereuses, cause un très grand nombre de mutilations chaque jour en France). Les murs ont été percés pour pouvoir passer les planches sur les

machines !



Atelier de menuiserie.

Les interrupteurs sont difficiles d'accès en cas d'accident et les installations électriques laissent perplexes le premier novice venu et l'électricien le plus compétent s'y perdrait...»

L'administration de l'hô-

pital cachait bien sûr cela au reste du personnel et pour cause !

Elle sait que la solidarité, ça existe ! De plus, tout cela est en infraction avec la législation en matière de sécurité et de travail.



Atelier de serrurerie : la forge.

Planchers Bourge

LA LUTTE CONTINUE

Les 30 ouvriers immigrés des Planchers Bourge (coffrage pour le bâtiment) (voir HR No 625) luttent maintenant depuis 12 semaines pour leur réintégration.

Ils sont lock-outés depuis le 21 décembre pour avoir fait deux heures de débrayage ! Depuis ils refusent de reprendre le travail aux conditions du patron qui sont :

- nouvelle embauche, perte de l'ancienneté, période d'essai de trois mois
- s'engager à faire des heures supplémentaires
- rentrer un par un et briser la section syndicale CGT.

Pour populariser leur lutte et les soutenir, un comité de soutien s'est créé sur le lieu de travail des ouvriers, et s'est placé sous la direction des travailleurs qui sont nombreux aux réunions et dans toutes les tâches avec le comité.

Les travailleurs ont engagé une lutte dure, une lutte classe contre classe, et ceci n'est pas du goût de tout le monde. En effet, l'UL, l'UD-CGT et le PCF, plus soucieux de se faire de la publicité que de défendre les travailleurs, ont multiplié les tentatives de division et de sabotage :

création d'un second comité de soutien à Limours, fief du PCF. Ce comité tra-

veille sans les travailleurs, et le «soutien» qu'il apporte a un but clairement électoraliste («pressions» sur le maire ; «gala» à Limours, avec le minimum de publicité, une semaine avant les élections municipales)

- la CGT n'a apporté aucun soutien financier aux travailleurs qui ont été obligés d'engager chacun 60 F (soit 2400 F en tout) de frais de justice pour récupérer leur salaire de décembre (3 semaines de travail)

- tract fabriqué par l'UD au nom de la section syndicale sans l'accord des travailleurs ni de leur section CGT, pour saboter une manifestation devant l'usine qui n'était pas de son goût.

L'avocat de la CGT ne les défend pas du tout :

- il a commencé par les décourager en disant qu'ils seraient forcés d'accepter les licenciements, que Bourge ne pourrait pas les reprendre tous, que s'ils continuaient il allait fermer l'usine. Or, ce n'est pas le travail qui manque, car tous les travailleurs lock-outés faisaient des heures supplémentaires...

- il a ensuite, de son propre chef, fait annuler une réunion de conciliation sous prétexte que le directeur de la main d'œuvre était excusé.

- les procès sont sans cesse remis :

* le procès contre les licenciements abusifs a été trois fois remis à huitaine pour que finalement le tribunal des référés se déclare incompétent !

* aux prud'hommes les travailleurs n'ont pas encore obtenu leur salaire de décembre ; première audience, rien (c'était une «conciliation» !) ; jugement le 17 mars.

- l'avocat ne vient jamais voir les travailleurs et ne leur explique rien.

Enfin, l'UD-CGT, pour

avertir le patron de la désignation d'un délégué syndical, lui a envoyé une lettre ni datée, ni signée, et Bourge s'en sert maintenant pour refuser sa qualité de délégué et pouvoir le licencier plus facilement.

Tout cela n'est pas un hasard, il ne s'agit pas de dirigeants qui localement seraient des mous ou des traîtres, il s'agit bien d'une tactique de la CGT qui consiste à rejeter tout ce qui ne fait pas le jeu de la politique du PCF, tout ce qui va dans le sens de la lutte de classe.

Mais les ouvriers des Planchers Bourge sont bien décidés à arracher la victoire.

Le comité de soutien a organisé le soutien financier (plus de 6 millions anciens ont été récoltés sur les marchés, les lieux de travail et sur le CCP). La brochure réalisée par les travailleurs sur leur lutte est également vendue avec succès.

Mais le soutien du comité ne se borne pas à l'aspect financier, il a été également un soutien politique, pour redonner confiance aux travailleurs, qui savent qu'ils ont raison mais qui sont soumis à de multiples pressions, face à la justice bourgeoise et aussi face aux trahisons de la CGT et du PCF.

Les travailleurs et le comité de soutien préparent un gala le

SAMEDI 26 MARS à la MJC du Bures-sur-Yvette (à partir de 18 heures).

La lutte continue !

Soutien financier : CCP Asti d'Orsay, CCP La Source 30 008 82 U

La brochure est disponible à la librairie «Les Herbes sauvages» (5 F).

Prochainement un film réalisé par les travailleurs sera disponible (super 8).

Correspondant HR.

Mayer des Epinettes

Encore un travailleur immigré expulsé

Un jeune immigré, Mohamed Abdelkader Mekki, placé dans un foyer d'action éducative, chômeur et à la recherche d'un emploi, vient d'être brutalement expulsé, alors qu'il s'était présenté, pour de simples démarches administratives à la préfecture de police.

La section Sascor-CFDT a fermement dénoncé cette mesure arbitraire.

C'est encore une expulsion honteuse comme celle du Mauricien Ramgoolam et qui confirme que les endroits les plus dangereux pour nos frères immigrés sont bel et bien les préfectures et commissariats de police.

Ces lieux sont vraiment peu sûrs et il est de plus en plus recommandé d'y aller solidement accompagné !

Leçons d'un stage syndical (Grenoble)

Il faut avoir confiance dans les travailleurs

Je viens de terminer un stage syndical CGT d'une semaine à Fontaine (près de Grenoble). Nous étions 37, en majorité délégués du personnel et suppléants. Il y avait des travailleurs de Neyric, Beckton, Lou, Emesse, Centre hospitalier, mairie, etc.

Après une première partie consacrée à une analyse d'économie marxiste de la société capitaliste, la 2e porta sur l'organisation syndicale dans l'entreprise et là, ce fut deux jours de campagne électorale pour le Programme commun !

Je ne pensais pas le premier jour, qu'à la fin de ce stage, j'aurais appris tant de choses et surtout que j'y aurais rencontré des camarades lucides, enthousiastes et fidèles à la voie révolutionnaire, des travailleurs conscients de la trahison du PCF et du syndicat qu'il dirige. Bien sûr, il y avait des inconditionnels du Programme commun, trompés par les apparences et les promesses, et aussi quelques dangereux révisionnistes (sans parler des animateurs de cours).

Mais il y avait surtout, ce travailleur qui, à un moment, a crié à l'un des animateurs : «Si le socialisme que tu nous proposes, c'est le social-fascisme de l'URSS, merci bien, j'en veux pas...» Silence pesant des animateurs du cours.

Mais il y avait cette éducatrice d'un foyer de jeunes délinquants de Pont-de-Claix qui m'a dit : «Je vais voter Programme commun, mais cela me gêne beaucoup, le PS est réformiste, le PC est vidé de son contenu. A quoi servent les luttes ouvrières ? Les syndicats les arrêtent dès qu'elles dépassent leurs prévisions. Les quelques nationalisations ne serviront à rien puisque le capitalisme existera toujours.» Elle m'a prêté un livre «Salaire aux pièces» écrit par un fraiseur hongrois qui traite «de la réalité du travail d'usine dans les pays de l'Est qui contraignent chaque travailleur à produire toujours plus au mépris de sa santé et de sa sécurité».

Il y a cette aide-ménagère de la mairie. Polonaise, elle nous a expliqué la misère dans laquelle vit actuellement le peuple polonais et le contrôle étroit qu'il subit de l'URSS.

Il y a eu aussi cette ouvrière de chez «Loro» qui a demandé : «Mais pourquoi nos 2 délégués syndicaux cumulent-ils les fonctions de délégué du personnel et délégué syndical ? Ils prennent la place de deux ouvrières. Et puis, dans les réunions, ils accaparent la parole, nous disent qu'on n'a pas d'expérience, et laissent la direction restructurer l'usine et menacer les ouvrières, en nous empêchant d'intervenir ?» (l'animateur n'était pas à l'aise pour répondre...)

Il y avait ce jeune gars de chez Beckton qui m'entendant répondre violemment «Et la Révolution d'Octobre ? Et la Révolution chinoise ?» à un animateur qui affirmait qu'il fallait revendiquer en priorité sur les salaires et le pouvoir d'achat car aucun travailleur n'a jamais lutté quand il n'avait pas le confort (!), ce jeune ouvrier m'a dit : «C'est pas le moment, attends, on en discutera après le cours.» Et effectivement on en a discuté et j'ai compris que les syndiqués CGT n'étaient pas aussi révisionnistes que le PC nous le ferait craindre et qu'il faut avoir confiance en tous les travailleurs. Même syndiqués à la CGT, ils sont tout autant que les autres une force révolutionnaire, certains plus trompés que les autres, mais beaucoup menant un combat d'autant plus difficile qu'ils doivent lutter contre la bourgeoisie de droite et celle de gauche, plus isolés et coupés de leurs autres camarades par les bonzes de leur syndicat.

Correspondante HR Grenoble.